

Yavuz Baydar

# «Erdogan cherche à créer des médias génétiquement modifiés»

## CV EXPRESS

Naissance en 1956, à Istanbul.

Études en cybernétique, informatique puis journalisme à l'Université de Stockholm, en Suède. Travaille à la radiotélévision suédoise puis au service monde de la BBC à Londres avant de rentrer en Turquie en 1994.

Journaliste, animateur et chroniqueur pour plusieurs médias turcs et étrangers («Today's Zaman», «Milliyet», «New York Times», «The Guardian», «Süddeutsche Zeitung», «El Pais», «Al Jazeera»).

Lauréat du Prix européen de la presse 2014, pour sa critique de la liberté de la presse en Turquie, parue dans le «New York Times».

## INTERVIEW ELODIE PERRODIL

**Y**avuz Baydar est journaliste et chroniqueur turc, lauréat du Prix européen de la presse 2014. Il est également co-fondateur de la Plateforme pour le journalisme indépendant (P24) en Turquie. Il participera le 4 novembre prochain à la conférence «Speak up!» à Bruxelles, un débat sur la liberté d'expression et les médias dans les Balkans et en Turquie, organisée par la Commission européenne.

**Vous venez à Bruxelles témoigner de la censure qui pèse sur les médias indépendants en Turquie. Est-ce que la liberté de la presse s'est détériorée ces dernières années en Turquie?**

Absolument. La censure n'a jamais été aussi forte qu'aujourd'hui. Nous avons déjà connu des périodes difficiles, au début des années 80 après le coup d'État militaire, et dans les années 90, une époque noire pour les médias kurdes en particulier. Aujourd'hui, je constate une guerre systématique contre la liberté de la presse de la part du pouvoir en place, qui cherche à créer des «médias génétiquement modifiés». En Turquie, actuellement, environ 80% des organes de presse, tous genres confondus, télévision, radio et presse écrite, est plus ou moins sous le contrôle de l'état ou de propriétaires proches du pouvoir.

**Le président turc Recep Tayyip Erdoğan, à Bruxelles pour l'inauguration d'Europa-Turquie le 5 octobre, n'a pas souhaité répondre aux questions des journalistes. C'est une pratique courante en Turquie?**

M. Erdoğan n'a donné aucune conférence de presse que je qualifierais de libre, ni au cours de son mandat de premier ministre (2003-2014) ni depuis qu'il est président. Les journalistes qui participent à ses conférences de presse sont triés sur le volet, parmi les médias les plus favorables au gouvernement. Aucune question critique n'est soulevée lors de ces rencontres, si bien que la pratique qui consiste à mettre en cause les autorités a disparu. Les journalistes présents se bornent à faire de la sténographie.

Pourtant, la tradition journalistique en Turquie a toujours été de faire éclater la vérité, même sous un régime oppressif. En matière de dissidence, la Turquie est plus proche de l'Europe que de l'Asie Centrale ou du Proche-Orient. En termes de prise de position journalistique, la Turquie n'est pas l'Azerbaïdjan, n'est pas le Turkménistan, n'est pas l'Irak, et ne le sera pas.

**Quels types de pression sont utilisés contre les journalistes indépendants? Il existe plusieurs méthodes. Par la voie lé-**

gale d'abord. L'une des intimidations les plus courantes est d'accuser les journalistes «d'insulte au président», un crime qui est passible d'une peine de prison en Turquie. Selon la Cour européenne des Droits de l'Homme, depuis 2014, 236 journalistes ont fait l'objet de poursuites judiciaires à ce prétexte, 105 ont été inculpés, et 8 ont été condamnés. Selon Reporters Sans Frontières, 23 journalistes sont actuellement en prison en Turquie, principalement des Kurdes, accusés de soutenir le terrorisme. Près de 12.000 sites internet ont été suspendus pour la même raison.

Mon organisation, Platform 24, dénonce cette criminalisation du journalisme, qui s'est aggravée depuis 4 ans. Nous constatons également une purge de la profession. Près de 2000 journalistes, sur 14.000 en activité, ont perdu leur emploi depuis les manifestations protestataires du parc Gezi et de la place Taksim de mai 2013.

Le président Erdoğan et son parti font pression sur les patrons de presse, en les achetant avec des contrats publics. Ceux-ci sont à la botte du pouvoir, et imposent la censure sur leurs propres médias. Le journalisme d'investigation a les ailes coupées en Turquie.

**Quelles sont les conséquences de cette censure sur les élections législatives anticipées du 1<sup>er</sup> novembre?**

Selon l'Unesco, 85% des Turcs s'informent grâce à la télévision. Or, la plupart des

chaînes sont sous le contrôle du gouvernement. L'opposition n'a pas de droit de parole. Les partis comme le Parti d'Action Na-

tionaliste (MHP), ou le Parti Démocratique des Peuples (HDP), pro-kurde, sont absents de l'antenne. Nous n'avons pas de débat télévisé au cours duquel chaque parti peut défendre son point de vue. Je n'ai pas de mot pour dire combien la situation est critique. C'est la raison pour laquelle j'ai de sérieux doutes concernant la régularité de cette élection et des résultats. Il existe bien une autorité de contrôle du scrutin, mais personne n'y prête attention.

**Pensez-vous que les résultats des urnes pourraient être manipulés?**

C'est une crainte généralisée. En tant que journaliste, je suis très inquiet des conditions dans lesquelles les élections vont se dérouler dans les régions du sud-est de la Turquie où s'affrontent actuellement l'armée turque et les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

La sécurité aux bureaux de vote sera-t-elle assurée dans ces provinces? Les électeurs seront-ils libres d'aller voter? Beaucoup de questions n'ont pas encore de réponse.

**Au mois de juin, le Parti de la justice et du développement (AKP) du président Erdoğan a perdu sa majorité absolue au Parlement turc. Incapable de former une coalition, le chef de l'État a convoqué de nouvelles élections. Qu'espère-t-il?**

Le AK Parti est en perte de vitesse, mais ce n'est pas une perte abrupte. La pente est douce. Il est passé de 50% des voix en 2011 à 41% aux dernières élections de juin 2015, une baisse attribuée à plusieurs scandales

de corruption. Mais son parti a toujours une base solide: il s'appuie sur la majorité conservatrice silencieuse, religieuse, en particulier la nouvelle classe moyenne sunnite.

Le président Erdoğan a une ambition: imposer en Turquie un système présidentiel à la place du système parlementaire actuel, comme il en existe au Mexique et en Malaisie, ou encore au sein des régimes baassistes au Moyen-Orient (Syrie de Bachar el-Assad ou Irak de Saddam Hussein, NDLR). Ce sont des régimes où l'opposition a très peu droit de citer, et où un seul parti domine, élection après élection, de manière autocratique.

C'est la raison pour laquelle la Turquie traverse de telles turbulences actuellement. Le pays est très divisé, entre les Sunnites, les laïcs, les nationalistes et les Kurdes. Les tensions intérieures sont au plus haut, et nous n'en connaissons pas l'aboutissement. La Turquie est comme un navire perdu dans la tempête, car nous ne faisons plus confiance à son capitaine.

**Qu'attendez-vous de l'UE?**

La Turquie et l'Union européenne pâtissent aujourd'hui du manque de vision à long terme et de la myopie de l'ancien président français Nicolas Sarkozy et de la chancelière allemande Angela Merkel.

Il y a cinq ans, ces deux leaders auraient pu s'entendre pour relancer le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE. Ils ne l'ont pas fait. Nicolas Sarkozy a une sorte d'allergie envers la Turquie et Angela Merkel est très sceptique par rapport à cette candidature. La perspective à long terme d'une adhésion, en 2025 ou même plus tard, s'est évanouie. Le gouvernement d'Ankara ainsi que la population turque ont été déçus.

Plus les Turcs se sentent rejetés par l'Union européenne, plus l'opportunité est grande pour le président d'imposer son autorité. D'une certaine manière, la France et l'Allemagne ont jeté la Turquie en eaux troubles, ce qui pourrait avoir des répercussions au sein de l'UE.

**Quel genre de répercussions?**

L'UE doit réaliser que si elle perd la confiance de la Turquie, elle pourrait en payer les conséquences sur son propre territoire. La Turquie pourrait se durcir en adoptant un régime de type moyen-oriental, ce qui créerait beaucoup d'instabilité.

Le pays pourrait sombrer dans un conflit interne. La rébellion kurde pourrait prendre des proportions plus importantes, de type Intifada. Les Kurdes voient très mal le manque d'intérêt dans le non-respect des Droits de l'Homme à leur égard et le fait qu'Angela Merkel se préoccupe uniquement du sort des migrants.

**La guerre civile en Syrie est un autre facteur déstabilisant pour la Turquie...**

C'est une défaite symbolique pour le président Erdoğan, qui rêvait d'imposer un néo-ottomanisme, au sein duquel les anciens territoires ottomans, des Balkans au Moyen-Orient, en passant par l'Égypte, lui seraient acquis. Il voulait se servir de la Syrie pour étendre l'influence turque dans toute la région. Les printemps arabes sont venus déjouer ses plans. L'ensemble de la situation politique lui échappe désormais, au profit de la Russie et de l'Iran.

**Voyez-vous une issue positive à ces bouleversements que traverse votre pays?**

Un scénario positif est possible: la Turquie peut revoir sa stratégie vis-à-vis de la Syrie, s'aligner avec l'Occident pour lutter contre l'État islamique, recevoir un soutien international important pour gérer la crise des

migrants, et retrouver le chemin de l'adhésion à l'UE. Il faut relancer le processus d'intégration, ouvrir de nouveaux chapitres de négociation, encourager les réformes.

**Est-ce possible avec le gouvernement actuel?**

La conjoncture internationale, l'intervention de la Russie en Syrie notamment, va forcer le pouvoir à faire évoluer sa ligne de conduite. Je vois certains signes, encore pe-  
tits, que la Turquie est en train de se tourner à nouveau vers l'Ouest et vers l'UE.

«Le président Erdoğan a une ambition: imposer en Turquie un système présidentiel à la place du système parlementaire actuel, comme il en existe au Mexique et en Malaisie, ou encore au sein des régimes baassistes au Moyen-Orient.»